

Contre le projet de directive Bolkestein, mobilisation unitaire !

Le projet de "directive sur les services dans le marché intérieur" doit être débattu en première lecture au Parlement européen le mardi 14 février à Strasbourg. Basé sur le Principe du pays d'origine, devenu par une argutie rhétorique "clause du marché intérieur", ce texte, dans l'esprit de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) de l'OMC, est une incitation à la concurrence entre les Etats et les peuples. Il organise le dumping social, une moindre protection des consommateurs, une remise en cause de la culture, un abaissement des normes environnementales et de santé publique. Ce texte rend, de fait, impossible le contrôle de la puissance publique sur les entreprises de service.

Les services publics sont toujours considérés comme des marchandises. Le projet de directive veut libéraliser l'ensemble des services sans tenir compte de leur diversité. A l'exception des fonctions régaliennes de l'Etat (armée, police, etc.), les différents services publics seraient soumis au Principe du pays d'origine. Le texte contient toujours une longue liste de mesures jugées incompatibles avec la liberté d'entreprendre et qui sont pourtant au fondement des politiques publiques.

Ce projet avait suscité une réprobation unanime de l'opinion publique. Pourtant, loin d'être abandonné, il sera débattu au Parlement européen, puis transmis au Conseil de l'Union européenne où siègent les différents gouvernements de l'Union. Une convergence des mouvements sociaux, associations, organisations syndicales, partis politiques est nécessaire pour faire échec à ce projet, tant à l'échelle nationale qu'europpéenne. Nous nous mobiliserons à toutes les étapes et à tous les niveaux pour faire échec à ce projet de directive.

Le président de la République française, qui avait pourtant annoncé que ce projet était enterré, est aujourd'hui mis devant ses responsabilités. Il doit tenir ses engagements et agir pour que cette directive ne voit pas le jour. Nous appelons les citoyens à interpeller le gouvernement français pour que cette promesse soit tenue.

La mobilisation des peuples d'Europe est aujourd'hui indispensable. Nous appelons à construire une **journée de mobilisation européenne le samedi 11 février** qui se traduira notamment par une **manifestation européenne à Strasbourg**. Nous serons aussi présents à la manifestation appelée le 14 février par la CES au moment du débat au Parlement européen.

Contre le projet de directive Bokestein, nous pouvons gagner !

Alter-Ekolo, Alternative citoyenne, ATTAC, CADTM, CACTUS/La Gauche, CGT Spectacle, Collectif national du 29 mai, Confédération paysanne, Coordination des groupes de femmes Egalité, Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Fondation Copernic, Forces militantes, FSU, Gauche républicaine, LCR, Les Alternatifs, Marches européennes/Euromarches, MARS, MJS, MRC, PCF, PCOF, PRS, Réseau Féministe RUPTURES, Résistance 7ème Art, UFAL, Union syndicale Solidaires, URFIG, VAMOS !